



**ECONOMIE SOCIALE
EN LORRAINE**

**Emploi en 2008
et conjoncture**

Cécile BAZIN – Alexis GUYONVARCH
Iwanig LE VAILLANT – Jacques MALET

LES CHIFFRES CLEFS EN 2008 :

Près de 6 400 établissements employeurs.

Plus de 77 000 salariés, soit 13,3% du total des salariés privés

Près de 1,6 milliard d'euros de salaires distribués en 2008.

Les acteurs de l'économie sociale et les décideurs publics et privés disposent désormais d'informations issues de deux types de sources complémentaires : le Conseil national des Chambres régionales de l'économie sociale (CNCRES) travaille avec l'INSEE, le réseau associatif Recherches & Solidarités travaille en coopération avec l'ACOSS – URSSAF et la Mutualité sociale agricole (MSA).

Cette complémentarité est mise en œuvre dans le cadre d'une convention pluriannuelle signée le 31 juillet 2009 entre le CNCRES et Recherches & Solidarités. Au-delà de l'Atlas de l'économie sociale réalisé en 2009 par le CNCRES, cette monographie régionale permet, grâce au soutien de l'Assemblée des Régions de France et de la Caisse des dépôts, d'actualiser les données de l'emploi à l'ensemble de l'année 2008, ainsi qu'en conjoncture, et pour le secteur associatif, au premier semestre 2009.

I - SOURCES ET METHODOLOGIE

Les données présentées ici sont produites dans le cadre d'une coopération pluriannuelle établie avec l'ACOSS-URSSAF et la MSA. Des critères identiques, reposant sur la catégorie juridique et sur le code activité des établissements employeurs, ont permis de réunir des informations tout à fait homogènes pour le régime général et pour le régime agricole de sécurité sociale. Elles sont également homogènes d'une année sur l'autre.

Les données présentées à l'unité près doivent être lues avec prudence, en raison de la petite marge d'erreur, toujours possible dans ce type de recensements. Les informations complètes concernant le périmètre, ainsi que la méthodologie utilisée, sont disponibles dans le cadre de l'étude nationale publiée en juin 2009.¹

II - LE POIDS DE CHACUNE DES QUATRE COMPOSANTES

Dès lors que l'Ile de France présente des résultats atypiques, il a été jugé opportun de rapporter les données régionales à la moyenne France métropolitaine, d'une part, et à la référence, hors Ile de France, d'autre part. Le lecteur pourra ainsi choisir le repère qu'il souhaite privilégier.

Tableau 1 : Les établissements employeurs

Etablissements	Associations	Fondations	Mutuelles	Coopératives	Total
Lorraine	5 052	25	198	1 090	6 365
Ventilation Région	79,4%	0,4%	3,1%	17,1%	100,0%
Ventilation France	81,0%	0,5%	3,0%	15,5%	100,0%
Ventilation hors IF	79,7%	0,4%	3,1%	16,8%	100,0%

Sources : ACOSS-URSSAF – MSA – Traitement R & S.

La région se caractérise par une proportion des différentes composantes de l'économie sociale très proche des repères nationaux.

Tableau 2 : Les salariés

¹ « Economie sociale : bilan de l'emploi en 2008 et conjoncture » – www.recherches-solidarites.org

Salariés	Associations	Fondations	Mutuelles	Coopératives	Total
Lorraine	64 649	1 024	2 256	9 323	77 252
Ventilation Région	83,7%	1,3%	2,9%	12,1%	100,0%
Ventilation France	77,6%	2,7%	5,3%	14,4%	100,0%
Ventilation hors IDF	77,2%	2,0%	5,1%	15,7%	100,0%

Sources : ACOSS-URSSAF – MSA – Traitement R & S.

Les proportions relatives au nombre d'établissements, précédemment observées, ne se retrouvent pas dans l'emploi. La proportion des salariés associatifs est notamment plus forte que la proportion des établissements employeurs (84% contre 79%) : c'est le signe que les associations sont en Lorraine, de taille plus importante qu'ailleurs.

Tableau 3 : La masse salariale (en K €)

Masse salariale	Associations	Fondations	Mutuelles	Coopératives	Total
Lorraine	1 209 632	22 705	66 711	284 780	1 583 828
Ventilation Région	76,4%	1,4%	4,2%	18,0%	100,0%
Ventilation France	69,1%	3,4%	7,7%	19,8%	100,0%
Ventilation hors IDF	67,9%	2,5%	7,5%	22,1%	100,0%

Sources : ACOSS-URSSAF – MSA – Traitement R & S.

Alors que la proportion des salariés associatifs était de l'ordre de 84% du total de l'économie sociale, la proportion de la masse salariale correspondante est de l'ordre de 76%, seulement, compte tenu du fait qu'il existe de nombreux emplois à temps partiel dans ce secteur, notamment dans les domaines des loisirs, du sport et de la culture.

III – LES ENJEUX ECONOMIQUES ET SOCIAUX

Le nombre des salariés de l'économie sociale, composante par composante, est rapporté au total des salariés du secteur privé appelé aussi concurrentiel. Les emplois publics n'ont pas été pris en compte dans la mesure où leur proportion varie très fortement d'une région à l'autre (entre 8% et 20%, voire jusqu'à 30% dans les DOM²), ce qui modifierait très sensiblement la lecture de ce repère.

METHODOLOGIE : La notion de secteur concurrentiel est ici la suivante³ : *le champ couvre l'ensemble des cotisants de tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Il est très proche de ceux de l'Unedic (hors grandes entreprises nationales) et de l'Insee (qui inclut l'emploi à domicile). La même notion a été utilisée par les services de la MSA.*

² Source : Insee, Estimations d'emploi 2006

³ Source : ACOSS STAT n°81 mai 2009. Il s'agit bien ici de salariés, non compris les travailleurs indépendants.

Le tableau suivant présente la part que représente l'emploi dans chacune des quatre composantes de l'économie sociale, en 2008, par rapport à l'ensemble des salariés du secteur privé.

Tableau 4 : part du secteur privé

Part du secteur privé	Associations	Fondations	Mutuelles	Coopératives	Total ES
Lorraine	11,2%	0,2%	0,4%	1,6%	13,3%
France	9,2%	0,3%	0,7%	1,7%	11,9%
Hors Ile de France	10,1%	0,3%	0,7%	2,0%	13,1%

Sources : ACOSS-URSSAF – MSA – Traitement R & S.

La région Lorraine se situe légèrement au-dessus des repères nationaux, hors Ile de France : ceci s'explique par la part prépondérante que les emplois associatifs occupent au sein du secteur privé lorrain (plus de 11% contre seulement 10% dans l'ensemble des autres régions, hors Ile de France). A l'inverse, le secteur coopératif, et surtout le secteur mutualiste, sont en retrait par rapport aux critères nationaux, hors Ile de France. Au bilan, plus d'un emploi privé sur huit se situe dans le secteur de l'économie sociale.

IV – EVOLUTION 2007-2008

PRECISION METHODOLOGIQUE : La nomenclature d'activité (NAF) permet, en lien avec la notion de catégorie juridique, de déterminer le périmètre de l'économie sociale. Cette nomenclature a changé au 1^{er} janvier 2008. Les conséquences de ce changement ont été systématiquement observées, dans le cadre de la coopération entre R&S, l'ACOSS et la MSA. Pour garantir la comparabilité entre l'année 2008 et les années antérieures, une rétropolation a été organisée, à partir de la nouvelle nomenclature d'activités.

A cette occasion, plusieurs mouvements ont été observés d'une année sur l'autre, qui peuvent influencer les résultats de l'évolution : ils ne concernent que les coopératives et les mutuelles, lorsque des établissements ou des filiales, en raison de leur statut juridique (société anonyme ou groupement d'intérêt économique par exemple), entrent ou sortent du périmètre de l'économie sociale. Des échanges sont en cours, entre le CNCRES – les CRES – et l'équipe de Recherches & Solidarités, dans l'objectif de mieux appréhender le périmètre de l'économie sociale, tel qu'il a été défini, selon les critères et les moyens statistiques disponibles.

Le tableau suivant présente l'évolution du nombre de salariés entre 2007 et 2008. Pour parvenir à une comparaison pertinente, et comme indiqué précédemment, il a été construit selon des périmètres identiques pour chacune de ces deux années.

Tableau 5 : évolution du nombre de salariés entre 2007 et 2008

	Associations	Fondations	Mutuelles	Coopératives	Total ES	Privé
Lorraine	1,9%	-34,8%	-5,6%	4,1%	1,2%	0,0%
France	1,9%	1,1%	-3,9%	-2,1%	1,0%	1,1%
Hors Ile de France	2,1%	0,3%	-3,8%	-1,9%	1,1%	1,0%

Sources : ACOSS-URSSAF – MSA – Traitement R & S.

Au bilan, l'emploi de l'économie sociale de la région a évolué de 1,2% en 2008, alors que l'emploi privé régional stagnait, en retrait net, par rapport à l'ensemble national.

Au sein de l'économie sociale, les associations ont vu leur nombre de salariés progresser de 1,9%, sensiblement comme au plan national tandis que les fondations connaissent un repli significatif qu'il conviendrait d'examiner localement.

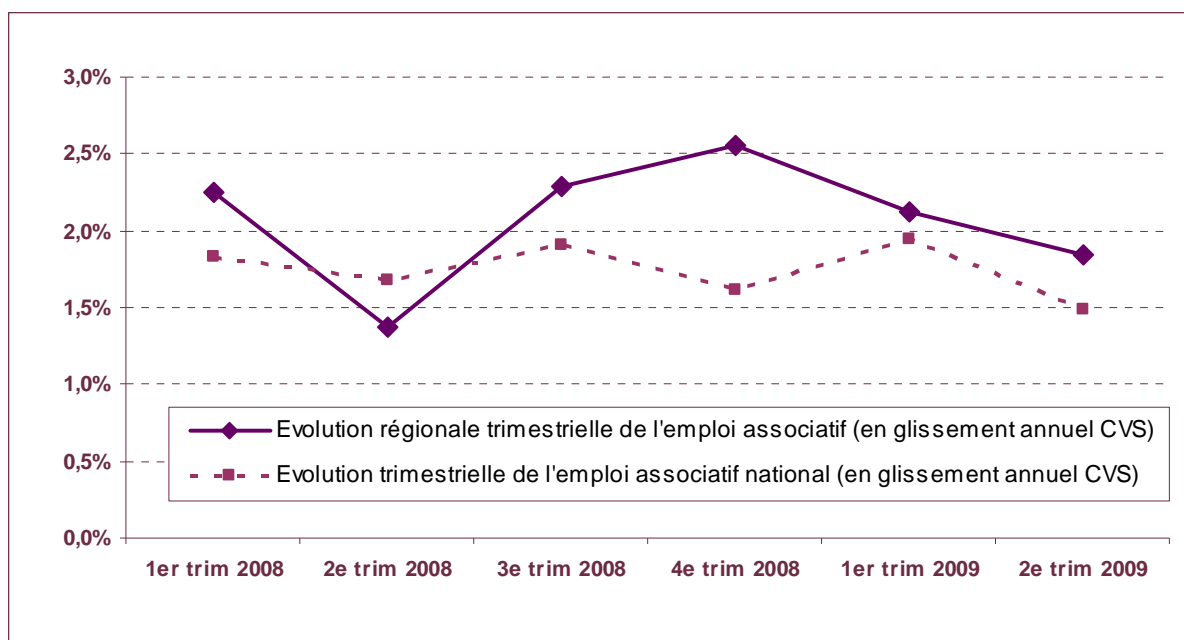
De leur côté, les coopératives ont enregistré une hausse de leurs effectifs de 4,1%, qui tranche avec l'évolution nationale négative dans ce secteur (-1,9%).

V – LA CONJONCTURE

PRECISION METHODOLOGIQUE : Compte tenu des variations observées dans le groupe des coopératives et dans celui des mutuelles, notamment du fait des changements de statuts juridiques, ce suivi de conjoncture porte sur le groupe des associations, dont le périmètre est bien maîtrisé.

L'observation des données est trimestrielle, en glissement annuel corrigé des variations saisonnières. Cette méthode – pratiquée par l'ACOSS pour l'ensemble de ses suivis de conjoncture – permet de corriger les séries, notamment de l'impact des versements de primes et des fluctuations saisonnières de l'emploi.

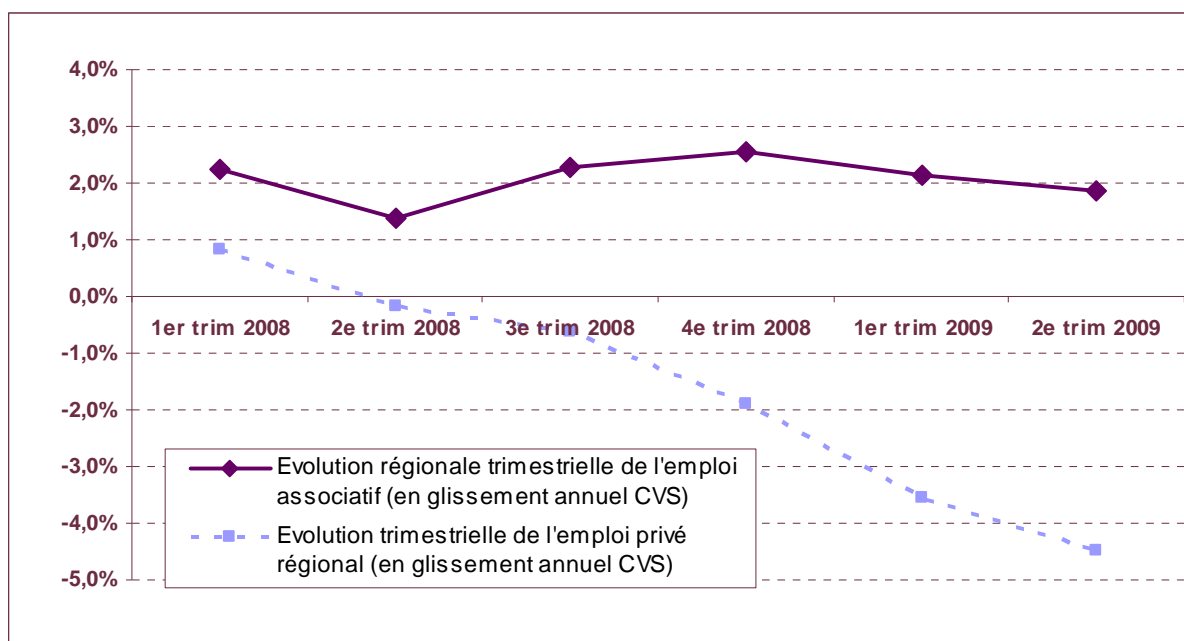
Ce premier graphique présente l'évolution de l'emploi dans le secteur associatif de la région, comparée à l'évolution de l'emploi associatif national. Chaque trimestre est comparé au même trimestre de l'année N - 1, après correction des variations saisonnières.



Sources : ACOSS-URSSAF – Traitement R & S.

L'évolution de l'emploi associatif régional est un peu différente de l'évolution nationale, notamment au 2^{ème} trimestre 2008, mais la tendance est bonne, avec une progression qui reste aux alentours de 2% au fil des deux premiers trimestres 2009, un peu au-dessus des valeurs nationales.

Un deuxième graphique permet de rapprocher l'évolution de l'emploi associatif de la région à celle de l'ensemble de l'emploi privé, au sein de cette même région. Il est également construit à partir du glissement annuel, corrigé des variations saisonnières.



Sources : ACOSS-URSSAF – Traitement R & S.

Dans une région en grande difficulté économique, l'emploi associatif apparaît comme une chance réelle : l'emploi privé a en effet décroché, plus fortement qu'au plan national, pour afficher une évolution négative à partir du 3^{ème} trimestre 2008, régression qui se situe même en moyenne à 4% au cours du premier semestre 2009.

VI – LES SPECIFICITES REGIONALES

La région se caractérise par une présence relativement forte du salariat associatif (11,2% contre 10,1%), notamment de par la vigueur et le dynamisme du secteur sanitaire et social. Plus d'un emploi privé sur huit (13,3%) se situe dans l'économie sociale.

La région connaît des difficultés importantes, avec un emploi privé qui diminue plus qu'au plan national : une régression de 4% en moyenne au premier semestre 2009, contre une régression nationale de l'ordre de 2,5%. Dans ce contexte, le secteur de l'économie sociale représente un enjeu économique fort, avec une évolution de l'emploi qui reste positive en 2009.

N'oublions pas, non plus, qu'au-delà du lien social que développent les associations, les fondations, les mutuelles et les coopératives, les emplois correspondants sont fortement ancrés au territoire et sont pour la plupart à l'abri de toute délocalisation.

